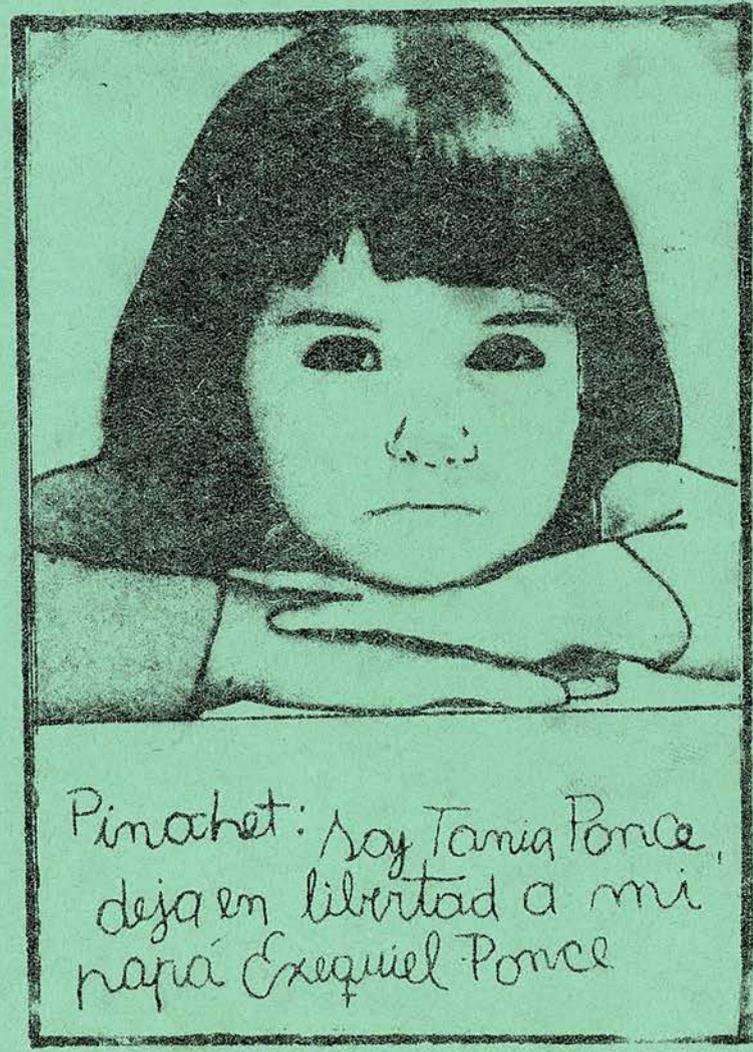


Huelga del hambre

ACTION URGENTE

SOLIDARITE - CHILI

PLUS DE 2500 DISPARUS !



PINOCHET : Je suis Tania PONCE, laisse en liberté mon papa Exequiel PONCE.

NOUVELLES DONNEES PAR LE SIEGE DE L'O.N.U. A SANTIAGO DU CHILI SUR LA

GREVE DE LA FAIM QUI ENTAMENT LES PROCHES DES DETENUS "DISPARUS".....

Depuis le 14 juin, 28 femmes et 2 hommes, tous des proches de "disparus", de gens qui ont été enlevés et restent sequestrés par la police politique, la DINA, entament la grève de la faim dans l'immeuble de C.E.P.A.L. (Commission Economique pour l'Amérique Latine, organisation de l'O.N.U.), Av. Dag Hammarskjöld S/N-VIRACURA-SANTIAGO DU CHILI-(Tél.:481946), dans la Salle de Conférences.

Les grévistes risquent soit de mourir d'inanition soit d'être arrêtés par la DINA et de "disparaître" à leur tour. L'immeuble n'a pas de protection diplomatique, mais l'ONU a engagé la responsabilité de les protéger. Elle assure l'attention médicale en permanence et les médecins sont déjà préoccupés de l'état de santé actuel des grévistes.

Le Secrétaire Exécutif de C.E.P.A.L., Monsieur Enrique IGLESIAS, et le Président du Siège de l'O.N.U. en Santiago du Chili, Monsieur Manuel BALBOA, font des démarches auprès la Junta Militaire pour trouver une solution à cette grave situation.

Une vigoureuse et émouvante déclaration a été faite par les femmes et les proches des "disparus" qui font la grève de la faim.

Monsieur Luis Carlos SANCHEZ, chargé de Presse de C.E.P.A.L., a informé que la déclaration a été envoyée au Secrétaire Général de l'O.N.U., Mr. Kurt WAHHEIM, dont le texte est le suivant:

FRONT DE LA GAUCHE-CHILI.

C . E . A . L . : COMITE EUROPE AMERIQUE LATINE
Adresse de contacts Rue du Conseil, 39 - 1050 BRUXELLES.

NOUS VOULONS LA VERITE . . .

Nous voulons retrouver nos proches qui se trouvent disparus. Nous entendons cette grève de la faim parce que nous ne pouvons plus rien faire d'autre. Nos proches ont été arrêtés, enlevés et ont disparu à différentes dates et endroits du pays.

Dans tous les cas les services de sûreté du Gouvernement, en particulier la Direction Nationale d'Intelligence, DINA, ont eu participation active dans les arrestations.

Dans tous les cas les autorités ont nié que les arrestations avaient eu lieu ou elles ont donné des explications contradictoires, malgré l'existence de plusieurs et différents témoins, et même de documents légaux, et enfin malgré une écrasante évidence de ces détentions.

Dans tous les cas les mêmes services d'Intelligence ont entravé les investigations sur les disparitions -s'il y en avait en cours- et ils ont fait des pressions directement sur les familles pour qu'elles arrêtent les recherches de leurs proches disparus.

Dans tous les cas les investigations entamées par le pouvoir judiciaire -s'il y en avait- n'ont abouti à aucun résultat positif. D'après les tribunaux, les recours de protection (habeas corpus) ont été refusés par manque d'antécédents, à la seule exception de Carlos CONTRERAS MALUJE, mais qui n'est pas encore en liberté.

Malgré toutes nos dénonciations et malgré toutes les démarches que nous avons entamées, nos proches sont toujours disparus -quelques uns depuis des années déjà- sans que nous sachions s'ils sont vivants ou morts, avec tout le drame et l'incertitude que cela signifie pour n'importe quel foyer.

COMBIEN ET QUEL GRAND EFFORT NOUS AVONS FAIT POUR LES TROUVER!

Nous avons adressé des lettres et nous avons fait des présentations très détaillées à des dizaines d'organisations et personnes qui ont quelques relations avec notre drame ou qui peuvent nous aider à le résoudre. Nous avons obtenu des entretiens avec des personnes officielles, civiles et militaires, avec des juristes, des ministres des différents portefeuilles. Nous avons passé des heures et des heures dans les salles d'attente pour être reçus parfois avec indifférence et dans d'autres cas pour être vexés et humiliés par des fonctionnaires subalternes.

COMBIEN A FAIT POUR NOUS L'EGLISE, LE VICARIAT DE LA SOLIDARITE!

Elle nous a donné de l'aide matérielle, nous a encouragé, donné de la solidarité et de l'espoir et même l'appui et l'assistance juridique en faisant des démarches responsables et fondées auprès des pouvoirs judiciaires et exécutifs. C'est tout cela, fait parfois de façon publique, que nous remercions profondément car cela a été

fait dans le but de retrouver nos "disparus", but humanitaire et co-incident avec le Droit et la Verité.

Combien de calomnies, d'attaques et d'agressions avons nous dû subir, nous, nos avocats, l'Eglise et le Vicariat, précisément à cause d'avoir répété de façon véridique le problème des disparus. Dans les dernières semaines, à côté de la campagne dirigée contre le Vicariat de la Solidarité, ont subi de lâches agressions physiques: la mère agée d'un disparu, un de nos avocats et une jeune fille. Mais dans ce contexte de calomnie, de mensonge, de silence, d'agression et de menace, le problème continue sans être résolu.

Nous ne pouvons plus attendre. Nous ne pouvons pas perdre l'espoir. C'est pour cela que nous croyons que c'est l'heure de dire: ASSEZ.

Et pour mettre fin à notre drame et pour en finir avec tous ces cas inexplicables qui remplissent le Chili de honte face à l'opinion publique nationale et internationale, nous entamons cette grève de la faim.

CE QUE NOUS DEMANDONS:

1.- NOUS EXIGEONS UNE FOIS ET POUR TOUJOURS L'ECLAIRCISSEMENT DE TOUTS LES CAS DE DISPARITIONS. Les faits que nous avons dénoncé constituent des arrestations illégales, des séquestrations, des délits criminels qui violent le Droit et la Morale, qui attentent à la dignité, à la liberté et à la vie des personnes, de beaucoup de chiliens honêtes, de travailleurs aimés par nous et appréciés par leurs camarades de travail, élus plusieurs fois comme représentants ou dirigeants des syndicats, d'universités, etc.. Il n'y a pas de délit. Il n'y a aucune charge et aucune accusation contre eux.

Les listes dignes de foi des noms des disparus sont celles présentées par nous et par l'Eglise avec l'appui des milliers de personnalités de tous les pays du monde, personnalités de la culture et du Droit, des dirigeants syndicaux, etc.. Nous lançons le défi que tous les disparus qui apparaissent dans ces listes soient montrés. Nous exigeons la Verité.

2.- NOUS EXIGEONS LA FORMATION D'UNE COMMISSION D'INVESTIGATION CONSTITUEE PAR DES PERSONNALITES DU CHILI ET D'AUTRES PAYS DE QUALITE MORALE INDISPUTABLE.

Nous ne pouvons plus continuer à écouter des explications irresponsables, des promesses pour l'avenir, des compromis pour des investigations formelles qui n'aboutissent jamais. Nous ne pouvons pas non plus continuer à supporter la vague des mensonges et des distorsions exprimés sur ce problème par les moyens de communication.

Les autorités chiliennes reconnaissent la qualité et la compétence d'une organisation comme celle des Nations Unies. Il n'y a pas de raisons pour qu'une commission ayant son appui et avec la catégorie des personnalités qui la composeront ne puisse bien réaliser l'analyse sur tous les éléments des cas.

Cette commission a laquelle on doit garantir la plus large liberté d'investigation pourra recevoir tous les antécédents que nous possédons, écouter tous les témoins qui veulent déclarer, et aussi les éventuelles décharges, et devra émettre finalement un prononcé indépendant.

3.- NOUS EXIGEONS FINALMENT LE RESPECT ABSOLU DE TOUTES LES GARANTIES INDIVIDUELLES POUR NOUS, PROCHES DES DISPARUS QUI LUTTONS A CORPS PERDU - COMME LE FERAIT N'IMPORTE QUELLE PERSONNE DANS LA MEME SITUATION- POUR TROUVER NOS ETRES AIMES.

Nous ne pouvons plus continuer en définitive devant une situation dont on a dit avec raison: C'EST PIRE QUE LA MORT.

Devant l'incertitude sur le sort de nos proches disparus, nous ne pouvons pas perdre l'espoir, ni rester passif ou garder le silence.

Les disparitions passées ou futures sont les actions les plus inhumaines qu'on puisse commettre contre un être humain et contre une famille.

Le fait qu'elles existent transforme en mensonge la loi et en fausseté monstrueuse les garanties à la vie et aux droits des personnes.

Le fait qu'elles persistent peut nous transformer tous en coupables collectifs et en un peuple qui connaîtrait la vérité trop tard lorsqu'on ne pourrait plus sauver les vies compromises.

C'est pour tout cela que nous entamons cette grève de la faim, pour l'amour de nos proches, pour le respect de la vie, de la liberté, de la dignité humaine.

NOUS ALLONS LES TROUVER . . .

LES PROCHES DES DETENUS DISPARUS .

SANTIAGO DU CHILI, 17 juin 1977.-